



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 417 du 23 janvier 2026

Guerres commerciales et militaires, austérité, Davos, la mise en scène du chaos capitaliste

Il n'y aura « *pas de retour en arrière* » sur le Groenland ! Lors de sa conférence de presse à Washington le 20 janvier pour célébrer sa première année de présidence, juste avant de se rendre au sommet de Davos, Trump avait réaffirmé comme il l'avait déjà martelé sans relâche les semaines et les jours précédents sa volonté inébranlable de posséder le Groenland coûte que coûte.

Des dirigeants européens avaient, Macron en tête, exprimé des critiques contre ces prétentions territoriales au détriment de ses propres alliés européens et envoyé quelques détachements symboliques de soldats sur l'île que possède le Danemark. Trump avait alors fait monter les enchères en imposant à huit de ces derniers -Danemark, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Finlande, Pays Bas, Suède et Norvège- des hausses supplémentaires de droits de douane et il avait même envisagé d'intervenir militairement au Groenland au risque de mettre à mal l'OTAN elle-même.

Au final ou plutôt à cette heure, suite à une discussion à Davos avec le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, Trump aurait renoncé à l'intervention militaire et à la possession formelle du Groenland et obtenu des concessions sonnantes et rébuchantes, des zones du territoire danois où installer d'autres bases -il en existe déjà une- militaires états-uniennes et la possibilité d'exploiter des terres rares sur l'île.

Une manœuvre dans le cadre de la négociation permanente du rapport de force qui consiste à céder pour mieux assurer une position politique mais qui n'est nullement un « *retour en arrière* ».

Pas plus Macron -qui cherche en ce moment même à imposer l'ordre colonial français à la population kanak par le prétendu « accord » de Bougival rejeté par le FLNKS- que les autres dirigeants européens ne se soucient des intérêts de la population du Groenland soumise depuis des dizaines d'années à la violence de la colonisation danoise. Comment ces Etats des vieilles puissances coloniales européennes qui ont soumis dans le passé les deux tiers de l'humanité à un esclavage insupportable pourraient-ils faire croire qu'ils se soucient des peuples alors qu'ils mènent depuis quatre ans derrière les USA une guerre par procuration contre la Russie avec la peau et le sang

du peuple ukrainien et qu'ils soutiennent de façon inconditionnelle le génocide des Palestiniens, la guerre menée par Israël, champion des intérêts états-uniens contre les peuples du Moyen-Orient et de la défense de l'occident ?

« Le conseil de la paix » de Trump, les suites de la guerre génocidaire et de la politique de la paix par la force...

Le 14 janvier dernier, débutait la deuxième phase du prétendu « plan de paix » pour Gaza, après la proclamation il y a trois mois d'un cessez-le-feu qui n'a jamais réellement existé. La guerre continue dans la bande Gaza, les massacres, la faim, le froid, ainsi qu'en Cisjordanie les exactions de l'armée israélienne et des colons dont le but est de chasser les Palestiniens de leurs villages et de leurs terres.

Cette phase 2 du « plan de paix » prévoit le désarmement du Hamas, ce qui suppose la continuation de la guerre génocidaire, la reconstruction de la bande de Gaza qui a été entièrement détruite et la mise en place d'un « *Comité national pour l'Administration de Gaza (NCAG)* » composé de toutes les tendances du mouvement palestinien. Un pseudo-gouvernement fantoche dans le même temps où Israël détruit à Jérusalem-Est les bâtiments de l'UNRWA, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens dont elle avait interdit les activités en 2024. Quand on sait, également, que ce comité « gouvernera » sous la supervision d'un « *conseil de la paix* » présidé par Trump lui-même et ses proches conseillers dont entre autres le secrétaire d'État aux affaires étrangères Marco Rubio, son envoyé spécial Witkoff, son gendre Kushner.

Trump a largement fait savoir que le rôle de ce conseil ne se limiterait pas à Gaza, mais concernerait aussi l'Ukraine, le Venezuela, le Groenland, qu'il était, comme le dit la Charte qui définit ses missions « *une organisation internationale qui vise à promouvoir la stabilité, à rétablir une gouvernance fiable et légitime, et à garantir une paix durable dans les régions touchées ou menacées par des conflits* », une alternative à l'ONU en somme, « *plus agile et efficace* », c'est-à-dire instrument de la politique de la première puissance mondiale, d'une Pax americana impossible.

Trump est donc le président de ce conseil, nommé par lui-même, pour une durée indéterminée et c'est lui qui en choisit les membres. Sur la cinquantaine d'invitations à y participer envoyées, 35 chefs d'État auraient accepté d'en être, selon la Maison Blanche, dont Netanyahu, Orban et Milei pour la Hongrie et l'Argentine, le Maroc, la Turquie, l'Indonésie, l'Arabie saoudite et le Qatar. La France et la Grande-Bretagne ont décliné. Et Trump vient de répudier la candidature du Canada suite aux déclarations de son premier ministre. Ceux qui auront payé un droit d'entrée d'un milliard d'euros avant la fin de l'année pourront en être des membres permanents, les autres ne pouvant siéger que pendant 3 ans. Une organisation internationale créée par Trump, qu'il veut à sa main, les pleins pouvoirs que les Etats-Unis espèrent se donner à eux-mêmes tout en disant vouloir coopérer avec l'ONU, coopérer c'est-à-dire lui dicter sa politique. Le déploiement d'une « armada » -selon les mots de Trump- en direction du Golfe perse vient le souligner.

Macron-l'imposteur, va-t-en guerre champion de l'Europe de la défense

Dans l'immédiat, les réactions des pays européens contre l'arbitraire de Trump sont bien inoffensives, à l'image de ce qu'ils ont entrepris à propos du Groenland. Le Danemark a renforcé sa présence militaire sur l'île, d'autres Etats de l'UE lui ont emboîté le pas, le Parlement européen a voté le gel de la ratification de l'accord commercial imposé par Trump que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Layen, avait signé l'été dernier. Mais les uns et les autres font mine d'oublier que le Groenland abrite depuis 1951 une base militaire des USA qui a compté jusqu'à 15 000 soldats pendant la guerre froide et 150 aujourd'hui.

Macron qui voudrait s'afficher comme le champion du droit des peuples et le leader de la résistance européenne, incitant l'UE à adopter des mesures de rétorsion économiques à l'encontre des USA, a proposé à l'OTAN de programmer des exercices militaires au Groenland dans le cadre de la... défense de l'Arctique contre la Russie.

Il se prévaut d'une défense européenne mais c'est à ce jour un mythe, un couteau sans lame qui s'inscrit dans la politique de l'OTAN c'est-à-dire celle des USA tout en laissant chaque Etat poursuivre ses objectifs en fonctions des intérêts de ses capitalistes, concurrents de leurs voisins et protégés par leurs frontières nationales. A ce jour, à part des rodomontades, les dirigeants européens ont choisi la soumission face aux agressions états-uniennes et la collaboration dans leur guerre commune contre les travailleur-es et les peuples. Rien ne dit que des Etats européens entre les mains de l'extrême droite comme l'Italie de Meloni aujourd'hui et demain peut-être la France ne rechercheront pas, comme le font Kast au Chili, Milei en Argentine, une alliance plus étroite encore avec les Etats-Unis, l'amorce d'une Europe unie, instrument de la guerre contre toutes les nations qui s'opposeraient à la domination du bloc occidental sous la férule des Etats-Unis qui ont l'ambition d'imposer « une gouvernance

fiable et légitime » au service des intérêts de l'oligarchie financière contre le prolétariat mondial.

Une politique au service de la concentration de la richesse entre les mains des milliardaires au prix de la paupérisation de la société

En 2025, la fortune des milliardaires du monde a augmenté trois fois plus vite que pendant les cinq années précédentes pour atteindre 18 300 milliards de dollars, son plus haut niveau historique. La barre des 3 000 milliardaires a été franchie pour la première fois l'an dernier.

En France, les 53 milliardaires sont désormais plus riches que plus de 32 millions de personnes réunies, « soit près de la moitié de la population », indique Oxfam qui publie à l'occasion du Forum de Davos ces statistiques. « Pour ce moment où se réunissent les plus riches des plus riches, quand tout le monde s'esbaudissait sur leur succès, on a voulu montrer le revers de la médaille et alerter », rappelle Cécile Duflot, à la tête de l'ONG en France. « Plus personne ne conteste aujourd'hui la réalité de la situation ».

Les richesses cumulées des douze plus riches milliardaires au monde (classement où figurent le Français Bernard Arnault et sa famille) dépassent celles de « la moitié la plus pauvre de l'humanité, soit plus de quatre milliards de personnes », calcule Oxfam dans son rapport.

C'est cette concentration croissante des richesses qui est responsable de la paupérisation de la population. Les pauvres étaient, en 2022, selon des estimations de la Banque mondiale reprises par Oxfam, 3,83 milliards dans le monde, soit 258 millions de plus que dans les dernières estimations. La France a d'ailleurs enregistré en 2023 un taux record de pauvreté, avec 15,4 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté, selon l'Insee.

Une démonstration s'il en fallait une que non seulement la richesse des grandes fortunes que s'emploie à servir l'État ne « ruisselle » pas mais qu'elle enfle en se nourrissant de la mise au chômage de millions de salarié-es, de la limitation des salaires, des revenus de la protection sociale et des budgets des services publics.

Le montant des dividendes et rachats d'actions versés par les groupes du CAC40 à leurs actionnaires en 2025 a battu tous les records, 107,5 milliards d'euros alors même que leurs bénéfices ont tendance à baisser, l'expression du parasitisme du capital financiarisé qui a besoin de drainer toujours plus de richesses pour maintenir les cours de la bourse et des marchés financiers.

Contre l'austérité, le militarisme et la politique du 49.3, contre notre propre bourgeoisie et l'Europe capitaliste, un pouvoir démocratique et révolutionnaire des travailleur-es

Lors de ses vœux aux armées, le 15 janvier dernier, Macron s'est félicité de son engagement à porter le budget militaire à 100 milliards d'euros en 2030, après 64 milliards en 2027, une augmentation de plus d'un tiers alors que les

budgets des hôpitaux, de l'éducation, des collectivités territoriales sont rabetés au point de ne pouvoir assurer le strict nécessaire pour fonctionner. L'État consacre chaque année au moins 270 milliards d'euros d'argent public au versement d'aides aux capitalistes, véritables parasites qui sont les vrais assistés du système et il laisse mourir des gens dans la rue dans un des pays les plus riches du monde.

Le budget Lecornu ne vise nullement à réduire les déficits mais bien à permettre de financer les dépenses à venir du réarmement tout en continuant d'assister le capital pour maintenir les profits. C'est dans ce but qu'il est une attaque majeure contre les travailleur-es et la population.

Le recours obligé au 49.3 avec le soutien du PS combiné à la propagande militariste et belliciste sont des pas supplémentaires vers un pouvoir autoritaire qui méprise sa propre Assemblée nationale pour avoir toute liberté d'imposer sa politique au pays.

Trump a raison, « il n'y a pas de retour en arrière possible », mais bien une fuite en avant réactionnaire sous le fouet de la concurrence capitaliste, du militarisme et de la guerre mondialisés.

Les milliardaires et leurs serviteurs nous déclarent la guerre. Ils savent que les rapports entre les classes

n'obéissent qu'à la logique des rapports de force comme tout dans cette société de violence, d'exploitation et de domination.

Il nous faut y répondre, nous organiser démocratiquement à la base, rassembler celles et ceux qui sont prêts pour préparer notre contre-offensive, nous donner notre propre état-major, élaborer notre propre stratégie en vue de l'expropriation des fauteurs de guerre, la grande bourgeoisie qui détient les moyens de production et l'État policier et militaire qui les sert.

L'avenir dépend de notre capacité à imposer le contrôle des travailleur-es et de la population sur l'économie et les comptes de l'État pour satisfaire les besoins de toutes et tous, c'est-à-dire construire un gouvernement démocratique, révolutionnaire des travailleurs.

Notre combat ne peut aujourd'hui rester dans le cadre des frontières, il participe de la lutte internationale du prolétariat mondialisé pour le socialisme qui passe pour nous, ici, par la construction d'une Europe des travailleur-es et des peuples, de la solidarité et de la coopération, de la paix.

Galia Trépère